

Échos Solidaires

Édito

La période de crise sanitaire que nous connaissons depuis mars 2020 a mis en lumière, s'il en était encore besoin, la nécessité criante de services publics de qualité et de proximité pour l'ensemble de la population et sur tout le territoire, sans zones abandonnées qu'elles soient rurales, périurbaines, ultra-marines ou autres.

Durant cette période difficile, les services publics ont été l'élément central du vivre-ensemble !

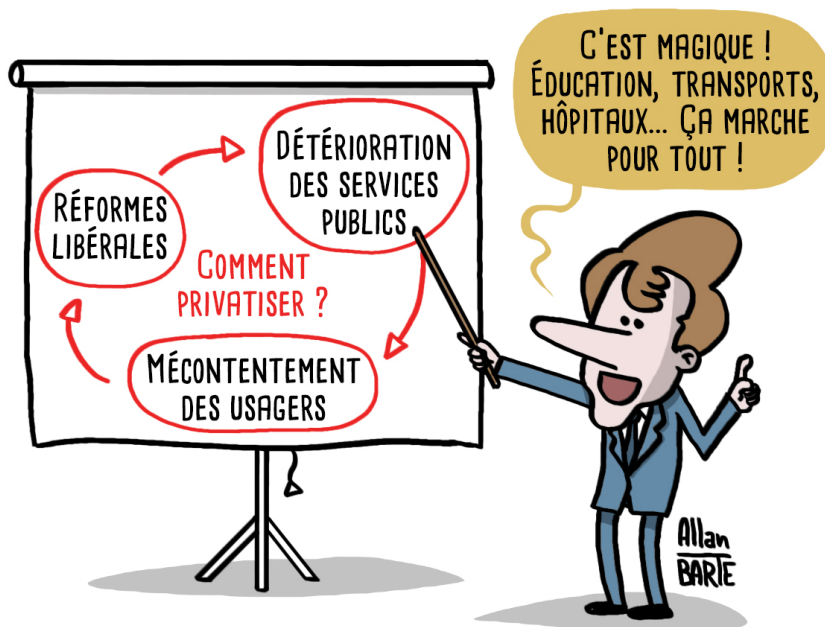
L'investissement sans faille des agent-es publics a répondu significativement aux attentes et besoins de la population malgré des services publics fragilisés par les politiques menées au cours des années.

Le désengagement et l'abandon des missions ont été une réalité frappant de plein fouet les populations. Si la population a pu être accompagnée et soutenue, c'est bien grâce à l'investissement sans faille des agent-es publics.

Partout les conditions de travail ont été malmenées et accentuées par les suppressions d'effectifs et par l'austérité budgétaire qui a conduit à la désorganisation des services. Partout les moyens sont insuffisants pour accomplir correctement les missions et répondre aux besoins de la population. Il est donc essentiel de redonner du corps au service public.

Aux orientations libérales destructrices, Solidaires oppose une véritable vision de la fonction publique et des services publics empreinte de solidarité et de justice sociale.

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



Indépendance et statut

Servir l'intérêt général et assurer le fonctionnement de la vie en commun telles sont les missions des agent-es publics. Ils et elles contribuent à ce que l'égalité de traitement soit effective, quels que soient le lieu, l'origine de toutes et tous... dans les domaines de la santé, de l'éducation et dans l'ensemble des services publics indispensables à la population de notre pays.

Pour assurer leurs missions, les agent-es publics doivent être neutres et impartiaux-ales, ne doivent pas être soumis aux pressions politiques et économiques. Il en va du respect de l'intérêt général. Seule solution pour cela : que les agent-es publics soient protégés-es par un statut particulier, le statut de la fonction publique, afin qu'ils et elles puissent à leur tour protéger la population de l'arbitraire.

Ce statut est désormais frontalement attaqué. Substituer le collectif par l'individu est une tendance lourde qui détruit l'organisation permettant à chacun d'accéder à des services publics de qualité.

Pour le gouvernement et les acteurs libéraux, le statut est présenté comme un carcan qui ne se serait plus adapté à l'ère du temps, trop rigide... Au prétexte de modernité et d'une plus avantageuse ouverture de la fonction publique sur le monde de l'entreprise, les pouvoirs publics en ont fragilisé les principes notamment par le biais de la loi de transformation de la fonction publique. En réalité, c'est bien une attaque qui s'organise contre la fonction publique, les services publics et les agent-es. Ainsi les pouvoirs publics tentent de faire disparaître la notion d'indépendance vis à vis de l'exécutif ainsi que le cadre statutaire qui induit pour tous les fonctionnaires impartialité, neutralité, objectivité..

Pour des services publics solidaires !

Indépendance et neutralité

L'application des textes de loi, de la jurisprudence, les décisions administratives à prendre dans des contextes politiques fluctuants impliquent l'indépendance des services publics et de ses agent-es. Dans un tel cadre, droits et devoirs des fonctionnaires sont étroitement liés car ils doivent garantir à l'ensemble de la population un traitement équitable, respectueux du droit et en l'absence de tous conflits d'intérêts.

Pour Solidaires, les règles concurrentielles ne sont en rien compatibles avec les valeurs d'indépendance et de neutralité qui prévalent en matière de service public.

C'est bien l'idée d'une reconnaissance constitutionnelle élargie des services publics et des droits fondamentaux permettant de les garantir que Solidaires porte.

Les agentes et agents publics, la force du service public !

Parmi les maux dont souffre la fonction publique, il y a notamment l'externalisation et la délégation au secteur privé dont les objectifs ne peuvent être garants d'une équité pour la population et qui concourent à une compétition malsaine entre public et privé. La contractualisation qui a tendance à se généraliser au sein de chaque administration, comme elle existe entre un prestataire de services et ses clients conduit à ne plus considérer la population que comme des clients/consommateurs.

Frappés par les plans successifs de suppression d'emplois et par une multitude de réorganisations technocratiques, les services publics ont été fragilisés, mettant ainsi sous tensions les personnels.

Pire, les politiques RH sont pensées de façon à pousser les personnels à raisonner en termes de compétition plutôt qu'en termes de coopération.

Briser la précarité

En matière d'emplois publics, Solidaires considère qu'il faut s'appuyer sur des recrutements statutaires. La précarisation des emplois, accentuée par la Loi de Transformation de la Fonction Publique progresse avec globalement un-e agent-e sur cinq recruté par contrat. Cette dérive est délétère tant pour les services publics que pour les agent-es qui la subissent.

Face à cette situation, Solidaires revendique la titularisation massive des contractuel-les.

Cette politique volontariste en matière d'emplois doit également être adossée à une politique de formation initiale et en cours de carrière ambitieuse afin d'une part, de permettre aux personnels publics d'exercer pleinement leur mission et d'autre part de bénéficier de parcours de carrière facteurs de progression sociale.

Solidaires estime qu'il est essentiel de repenser l'organisation des services et leur adaptation aux attentes et besoins de la population. À ce titre, il faut redonner de la confiance et de l'autonomie aux équipes de travail. Ces dernières doivent pouvoir être à l'initiative de certaines modalités d'organisation, de fonctionnement.

Des services publics de proximité rendus par la fonction publique

Répondre à des missions précises et proposer des services auxquels l'ensemble de la population est en droit d'avoir accès dans une société développée, telle est la raison d'être du service public.

La proximité de ces services publics avec la population sur l'ensemble du territoire national est indispensable dans un souci d'égalité.

Au cours des années, les fermetures de nombreux services publics implantés localement et la dématérialisation forcée des démarches administratives handicapent la population et dégradent par ailleurs les conditions de travail des agent-es publics.



1 agent-e du service public sur 5 est contractuel-le

Si le développement des services numériques peut être un outil, il ne doit pas se substituer à un accueil humain, seule façon de s'adapter à tout type de public et en particulier aux plus fragiles.

Le développement des services numériques est un facteur de progrès, mais cela ne doit pas conduire à faire supporter à la population une partie de l'exercice de la mission de service public. L'e-administration, poussée à son extrême, conduit notamment en raison de la fracture numérique les populations les plus fragiles à renoncer à l'exercice ou au bénéfice de leurs droits face à la complexité des procédures, renforçant ainsi les disparités sociales.

Pour Solidaires, un service public de qualité, gratuit, de proximité et à l'écoute des besoins de la population est essentiel. Cela nécessite des implantations de services de pleine compétence au plus près de la population, d'où le combat pour une reconquête territoriale des services publics notamment dans zones abandonnées par les administrations d'État, hospitalières et territoriales.

Le financement d'un service public de qualité bénéficiant des moyens indispensables lui permettant d'exercer pleinement ses missions n'est pas irréaliste contrairement à ce que les gouvernements tentent de faire croire. Son financement doit simplement s'appuyer sur un système fiscal juste car progressif et solidaire car redistributif.

Les services publics concourent à la redistribution des richesses (service public de l'éducation, santé ...) à la réduction des inégalités sociales en ouvrant l'accès aux droits de tout-es, et viennent réduire la fracture sociale qui se creuse dans le pays, et renforcent les solidarités.

Les services publics, une richesse collective pour une société solidaire !

Des missions d'intérêt général

pour lesquelles les agent.e.s



doivent être reconnu.e.s

Qu'ont en commun les rappels de produits alimentaires, la construction de crèches et d'établissements scolaires sur d'anciens sites industriels ou sols pollués, une fraude fiscale (évaluée à 80 milliards d'euros par an) qui continue à bien se porter, l'entrée massive de marchandises contrefaites par conteneurs entiers sur le territoire national et en Europe, les chiffres qui attestent du creusement des inégalités sociales pendant la crise sanitaire ?

Inutile de chercher bien loin, ce sont les administrations de Bercy : DGCCRF et SCL, DGFiP, DGDDI ex-réseau industrie en région, INSEE.

Quel est le point commun à toutes nos directions, y compris l'administration centrale de Bercy toujours en pointe dans les « innovations » ?



Subir :

- les coupes claires dans les effectifs,
- les assauts répétés des restructurations-réorganisations administratives,
- les déréglementations de nos missions,
- le désengagement de l'État de missions pourtant essentielles à l'intérêt général et au bien commun.

Le gel du point d'indice, l'absence de revalorisation des grilles indiciaires et de plan de qualification rognent depuis des années le pouvoir d'achat des agent.e.s. Depuis deux ans, les conséquences de la loi de destruction de la fonction publique font des ravages dans les directions et les services. Les mobilités sans transparence, les promotions arbitraires, l'accélération des recrutements en contrats précaires et la mise en concurrence des agents déstabilisent les collectifs, remettent en cause des missions quand ils ne produisent pas des drames personnels et familiaux. Enfin, les attaques frontales et répétées contre l'action sociale, ses moyens et son périmètre démontrent le manque de considération de Bercy pour ses agents.

Au fil des ans la fédération **SOLIDAIRES FINANCES** et les syndicats qui la composent n'ont cessé de combattre cette dérive délétère pour les agents et l'intérêt général. L'histoire sociale du ministère le prouve et le prouvera encore : les mobilisations conduisent les directions et les pouvoirs publics à se conformer à nos revendications.

En 2022, Bercy se veut encore et toujours exemplaire. Dommage que ce soit dans la destruction de l'emploi public. Les services publics sont amputés, abandonnés, sacrifiés aux dépens des agent.e.s, des citoyen.ne.s, des consommatrices, des contribuables et des usager.e.s.

Nous, agent.e.s de l'État à Bercy, mais aussi citoyen.ne.s et administré.e.s, sommes à même de mesurer le rôle et l'utilité de nos services publics et leur dégradation causée par les politiques de sabotage.

Si collectivement nous le décidons, NOUS LE VOULONS !